



*"Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du CNR**"*

Denis Kessler *

Et Maintenant le systeme de retraite...

Le Premier ministre Édouard PHILIPPE a annoncé différentes mesures qui vont à nouveau appauvrir nos concitoyens :

- La 3ème année de blocage des pensions et une la hausse de la CSG.
 - En 2018 une augmentation du salaire inférieure à l'inflation, ce n'était plus arrivé depuis 2011.
- le Premier ministre annonce une hausse des pensions de + **0,30 %** en 2019 et 2020. Or, le taux d'inflation mesuré par l'INSEE est de + **2,30 %** sur les douze derniers mois.
- Cette regression sociale et économique qui frappe les retraités a été justifiée par ce " triste sire" comme une prétendue action de soutien à l'activité et l'emploi .

La retraite à points...

la volonté d'instaurer, **sous contrainte patronale**, des retraites à **pensions insécurisées et individuelles** à la place du système actuel à **pensions définies comportant des droits collectifs**, c'est la nouvelle mission qui est dévolue à la Macronie et à ses alliés.

A terme, chacun serait contraint de recourir à **l'assurance privée** pour sauvegarder quelques moyens de vivre sa retraite !Mais ce sera des pensions au rabais .

A l'opposé de la solidarité la reforme Macron du systeme de retraite sera une individualisation qui débouchera sur des inégalités et qui aura en outre un effet dévastateur pour tou.te.s.

Que propose le Parti Communiste Français ?

La réforme des retraites doit être basée sur la sécurisation de l'emploi et de la formation , du parcours de vie de la naissance à la mort, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nous proposons :

- **Une pension à taux plein** correspondant à une période allant de 18 à 60 ans, avec prise en charge des périodes de non travail (précarité, chômage, formation, études, maladie, invalidité).
- **Une retraite par répartition** à prestations définies, avec une indexation des pensions sur les salaires, non sur les prix. Aucune pension ne doit être inférieure à notre revendication pour un smic à **1800 euros**.

En soumettant les revenus financiers des entreprises et des banques aux taux actuels de la cotisation patronale, on pourrait dégager **26 milliards** pour la retraite. Cela permettrait largement de compenser le déficit de la Sécurité sociale et de mener une politique sociale active visant à répondre aux nouveaux besoins sociaux.

La section **PCF** du 12ème vous invite à venir débattre et échanger sur ce sujet

La date: Mercredi 26 Septembre à 19h

Le Lieu: 56 rue du rendez vous, 12ème, Métro : Nation ou Picpus

Intervenant : **Gérard Rodriguez**, conseiller confédéral de la CGT en charge des retraites.

* **CNR** : Conseil national de la Résistance

* **Denis Kessler** : ancien vice-président du MEDEF



Paris 12ème
56, rue du rendez-vous - 01 46 28 01 66

